

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1112 du 24 mars 2012 | www.libres.org

Hebdomadaire 1,50 €



SOMMAIRE DU N°1112

EDITORIAL : 56 % de chances de perdre les élections pp. 1-2

CONJONCTURE : Face à la récession : relancer ou libérer ? pp. 3-4

ACTUALITÉ : Sarkozy peut compter sur la VIème République p. 4 - De quelle monarchie, de quelle démocratie s'agit-il ? p. 5 - Toulouse : avant et après le jeudi 22 mars p. 5

CHRONIQUE DES 100 JOURS p. 6

PORTRAIT : Jacques Maritain (1882-1973) p. 7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

56 % de chances de perdre les élections

C'est une statistique établie avec toute la rigueur possible par une équipe d'économistes d'Harvard en octobre 2010 : 56 % des gouvernements qui ont augmenté les impôts ont perdu les élections.

Cet argument devrait à mon sens convaincre les candidats de changer de registre, et de passer à autre chose, car la même étude conclut que 80 % des gouvernements qui ont coupé les dépenses ont été réélus. Menée par Alesina, Carloni et Lecce, cette étude a porté sur l'observation de quelque deux cents consultations électorales dans le monde entier.

Au moment où la campagne prend enfin un tour nouveau, puisque les communistes, comme en 1978, peuvent sauver la droite, il serait bon que Nicolas Sarkozy, voire même François Hollande, se

présente devant les Français comme les candidats de la réforme. Pour le candidat socialiste, il est difficile de se lancer dans la promesse de réformes tendant à diminuer et l'Etat, et les impôts, et la réglementation, mais sait-on jamais ? Schröder n'a-t-il pas été le grand réformateur allemand ? Pour le président candidat, la difficulté vient de la lancinante objection : comment promettre pour les cinq ans à venir des réformes qui n'ont pas été réalisées dans les cinq ans passés ? Mais à tout prendre il vaudrait mieux qu'il annonce une rupture avec ses mauvaises habitudes plutôt que de donner l'impression de persévérer en annonçant des mesures d'impôts encore plus progressifs et de protectionnisme renforcé. Pour l'instant, le vent libéral ne souffle pas dans les branches de l'UMP. >>

BULLETTIN D'ABONNEMENT

s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)

s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)

envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

56 % de chances de perdre les élections (suite)

Ce changement de cap s'impose non seulement pour des raisons électorales, mais aussi pour faire face à la récession qui s'annonce inéluctablement. L'analyse de conjoncture de Jean Yves Naudet est d'une précision et d'une rigueur exemplaires : la récession est inévitable, reste à savoir comment on en limitera les dégâts ; elle serait même une bonne chose si elle pouvait donner l'occasion de réduire la dimension de l'Etat et de libérer la créativité des Français.

“ La France n'a pas besoin d'austérité, mais de liberté ”

La France n'a pas besoin de rigueur, mais de libération. Il est déplacé d'annoncer de la sueur et des larmes, et d'insister sur la rigueur ou l'austérité. Ce n'est pas d'austérité que nous avons besoin mais de liberté, et la liberté ouvre la porte à l'espoir et au redémarrage d'une société et d'une économie bloquées.

Le gouvernement actuel s'est illustré en voulant réduire le déficit et la dette en trouvant des ressources nouvelles bien plus qu'en diminuant les dépenses. Par exemple, la chasse aux niches fiscales a été menée pour tenter de récupérer des impôts dont certains contribuables ou certaines activités

étaient exemptés. Récupérer des impôts perdus, cela s'appelle augmenter les impôts, et non pas diminuer les dépenses publiques. Diminuer les dépenses publiques, c'est transférer au secteur privé et marchand un certain nombre de domaines et d'entreprises qui relèvent aujourd'hui de la logique du service public – sans être le moins du monde au service du public, et par priorité la protection sociale, assurée à un coût prohibitif pour des prestations évanescentes. Ce sont les niches publiques qu'il faut supprimer, et pas ou pas seulement les niches fiscales.

Comme certains autres, notre gouvernement a donc cédé tantôt au conservatisme qui veut ne pas toucher à un secteur public pléthorique et ruineux, tantôt au keynésianisme qui veut relancer l'économie en « soutenant » l'activité par des dépenses publiques nouvelles. L'ensemble sur un fond de musique sociale, avec les notes aiguës de la redistribution, de la remise en cause de la richesse et de la propriété, et de l'assistanat délétère.

Toutes ces méthodes, toutes ces idées, sont éculées. Si l'on persévère dans cette voie, l'année 2013 verra l'effondrement complet de notre économie, avec les tragédies sociales et politiques qui l'accompagneront. Mais, dès maintenant, l'année 2012 marquera la défaite des non-réformateurs, et la victoire des ultra-conservateurs.

Il reste encore quelques maigres chances aux non-réformateurs de retourner leur discours et leur programme. Cette semaine, Nicolas Sarkozy a présenté un document qui n'a pas

encore intégré la moindre nuance de réforme significative : des ajustements marginaux, et en général dans la mauvaise direction. Mais si les écrits sont figés, la parole est libre. Il y a encore quelques électeurs qui pourraient faire confiance aux non-réformateurs s'ils entendaient une musique nouvelle. Pour l'instant, nous sommes dans la dissonance et parfois même dans la cacophonie.

“ Réformer, c'est redémarrer ”

Ceux qui veulent avoir 80 % de chances d'être réélus doivent réformer, si l'on en croit les économistes de Harvard, qui ont également trouvé une forte corrélation statistique entre les coupures budgétaires et la réduction du rôle de l'Etat d'une part et l'expansion économique d'autre part.

Une France réformée éviterait une récession mortelle, et retrouverait l'espoir et la croissance. C'est ce que beaucoup d'électeurs voudraient s'entendre dire et (peut-être) vivre assez longtemps pour le voir se réaliser.

Dites le.

Jacques Garello

FACE A LA RECESSION : RELANCER OU LIBERER ?

La récession est là, dans la zone euro, personne n'en doute, ni le FMI, ni la Commission européenne, ni la BCE. La France s'accroche à un illusoire 0,1 ou 0,2 ou 0,4%, mais cela ne change rien à l'affaire, et, vu la tournure que prend la campagne électorale, on voit mal les recettes miracles de l'élu, quel qu'il soit, empêcher la France de connaître, elle aussi, la récession. Chacun se demande comment relancer la croissance, comme si c'était l'Etat qui la créait ; la vérité est plus simple : c'est l'Etat qui freine la croissance ; il suffit donc de libérer l'économie pour libérer le potentiel de croissance.

La récession est là...

Les prévisions économiques se suivent et se ressemblent. Quand elles vont toutes dans le même sens, c'est sans doute que la tendance est bien celle-là. Qu'annonce la Commission européenne pour 2012 dans la zone euro ? Une récession de 0,3% en moyenne. Que dit le FMI pour la même zone : une récession de 0,5%. Que vient d'annoncer la Banque centrale européenne : une croissance négative de 0,1%. Les écarts ne sont pas considérables et la tendance est la même : dans la zone euro, c'est la récession qui dominera.

Cette situation contraste avec le reste du monde. Certes, partout, la croissance a tendance à ralentir. Mais la récession, ce n'est pas la même chose qu'une croissance prévisible de 8,2% en Chine, de 7% en Inde, de 3,5% au Brésil, de 5,5% dans l'Afrique sub-saharienne. Dans le monde entier, la croissance devrait être en moyenne, selon le FMI, de 3,3%. Certes, elle est menée par les pays émergents. Mais la prévision de croissance est de 1,8% aux Etats-Unis, 1,7% au Canada, 1,7% au Japon : cela n'a rien de fabuleux, mais ce n'est pas la récession.

Les partisans de la fuite en avant

La zone euro sera donc en récession. Les médecins se pressent à son chevet : il faut un « volet » de croissance ; une « relance con-

certée », de « grands travaux européens » ; un « assouplissement monétaire » ; un « effort budgétaire » des pays les moins en déficit ; une nouvelle « baisse des taux d'intérêt » ; bref, c'est à qui proposera de relancer le plus. L'Etat est la solution, le remède magique ; il va nous sortir de la récession où nous aurait entraînés le marché, myope et irresponsable.

Il n'est pas nécessaire d'expliquer ici une nouvelle fois que la relance n'a jamais fait redémarrer l'économie ; que la relance monétaire, créant de faux droits, ne conduit qu'à l'inflation ; que la relance budgétaire, creusant les déficits, faisant exploser la dette, est la cause principale de la crise actuelle. Il y a plus d'un demi-siècle que nos gouvernements relancent, quand ils ne pratiquent pas le stop and go qui nous a valu l'invention de la stagflation. La relance n'a servi à rien, sinon à aggraver la crise. Cessons une fois pour toutes de chercher la solution dans cette permanente fuite en avant.

Stabiliser les politiques de stabilisation

Que faire ? D'abord cesser ces politiques conjoncturelles, keynésiennes, qui essaient de contrecarrer en permanence la conjoncture et en réalité l'aggravent. La manipulation permanente de la monnaie et du budget figure parmi les premiers facteurs de la crise. La formule de Milton Friedman : « Il faut stabiliser les

politiques de stabilisation » est plus que jamais d'actualité. Cela signifie le retour au strict équilibre des finances publiques : ni impôts, ni dépenses ne doivent servir à une illusoire relance ; et pour la monnaie, une création modérée, compatible avec la stabilité des prix et le taux de croissance, que ce soit par une règle monétaire ou par le jeu de la concurrence monétaire.

La fin des politiques conjoncturelles contracycliques aura un autre avantage : elle créera un cadre en lui-même stabilisant. Les entreprises sont soumises à beaucoup d'incertitudes ; c'est le rôle des entrepreneurs d'assumer les aléas de leur activité ; mais ils sont démunis face aux incertitudes irrationnelles d'origine étatique. Le système fiscal, notamment, doit être stable : l'incertitude fiscale est un fléau pour le développement des économies car elle biaise les décisions des entreprises et des ménages : les niches fiscales et leur modifications permanentes en sont un exemple. Quant à la monnaie, il est temps de revenir à une notion simple : le crédit a un prix, qui est le taux d'intérêt ; il faut donc cesser de manipuler les taux, pour que ceux-ci soient de vrais prix et non de faux prix qui impliquent de mauvaises décisions.

Libérer l'économie

L'Etat cessant de perturber la conjoncture, faut-il en rester là ? Non, car le dirigisme nous a éloignés d'une véritable économie de marché. >>

Face à la récession : relancer ou libérer ? (suite)

L'urgence est donc de libérer l'économie, pour que les talents s'expriment et favorisent la création de richesses. Pour cela, il faut que les prix soient de vrais prix, qui expriment les raretés (fonction d'information), modifient les décisions (fonction d'incitation) et permettent les adaptations nécessaires : c'est vrai du prix des biens et services et trop d'entre eux sont encore, dans la santé, dans les services, dans l'énergie, administrés. C'est vrai du prix du travail, fixé à des niveaux arbitraires, comme le SMIC.

Il faut ensuite inciter chacun à entreprendre, à créer, à travailler plus s'il le veut et donc libérer l'économie des contraintes bureaucratiques, administratives, de la paperasse et des dispositions absurdes de notre droit social ou commercial. Il faut que la concurrence puisse jouer pleinement et donc en finir avec les professions fermées, avec les services publics monopolistiques et les privilèges des anciens monopoles publics, qu'il faut

d'urgence privatiser, et avec les atteintes à la concurrence aux frontières.

Réduire l'Etat

Mais il faut aussi que chacun puisse jouir du fruit de son travail, de son épargne, de son esprit d'entreprise ; pour cela, il faut mettre fin à la spoliation fiscale. De ce point de vue, la campagne électorale est affligeante, puisque le jeu de chaque candidat consiste à inventer un nouvel impôt par jour. Les gens sont prêts à créer plus, en travaillant, épargnant, investissant, entreprenant plus, à condition qu'on leur laisse ce qu'ils ont légitimement gagné. La chasse systématique aux riches, que pratiquent les candidats, est totalement contre-productive. Au niveau actuel de prélèvements obligatoires, même du point de vue du rendement fiscal, accroître les impôts détruira la matière imposable, donc le rendement de l'impôt.

Il faut faire reculer l'Etat et diminuer drastiquement les dépenses publiques. La France a dix points de dépenses publiques de plus que l'Allemagne, qui n'est pourtant pas le temple du libéralisme ! Pourquoi les Français ont-ils peur de faire reculer l'Etat ? Parce qu'ils sont entretenus dans l'ignorance par la classe politique ? Sans doute. Mais c'est avant tout parce qu'on leur a expliqué que s'il n'y avait plus le monopole de la Sécu, il n'y aurait plus de protection sociale ; s'il n'y avait plus le service public de l'éducation, il n'y aurait plus d'écoles ou d'université ; bref, que s'il n'y avait plus l'Etat, il n'y aurait plus rien. Alors qu'il y aurait la société civile, dans sa dimension marchande comme dans sa dimension communautaire. Libérons l'économie, et on verra la croissance redémarrer et les talents des Français, comme des Européens en général, s'épanouir pour le bien de tous.

Jean Yves NAUDET

S'il est une campagne réussie, c'est bien celle de Jean Luc Mélenchon, qui a la bonne recette : un message clair et net, sans concession, et des militants enthousiastes. Le talent de l'orateur fait le reste. Voilà qui tranche avec les circonlocutions et les ambiguïtés de bien d'autres candidats, Marine Le Pen exceptée. Il est vrai que les positions extrêmes sont toujours plus lisibles.

Jean Luc Mélenchon a organisé une manifestation puissante dimanche dernier, et son slogan est un appel à une Nouvelle Révolution Française pour donner

jour à la VIème République.

Mélenchon est essentiellement soutenu par le parti communiste et la CGT, et l'Humanité fait une propagande qui lui donne un coup de jeune. Oubliés le léninisme, le stalinisme et 70 ans d'inhumanité, d'impérialisme et de ruine : en France le communisme se porte à nouveau bien.

On pourrait penser que la pression des communistes s'explique par leur désir d'une récompense, sous forme de circonscriptions aux législatives et peut-être même de ministres dans le gouvernement Aubry. Mais

reste à savoir si le report des voix se fera après une campagne aussi virulente, qui vise le Parti Socialiste autant que l'UMP. Mélenchon pourrait rendre à Nicolas Sarkozy le même service que Georges Marchais avait rendu au tandem Giscard-Barre en 1978 : n'afficher qu'un soutien de façade, tandis que les militants, disciplinés s'il en est, allaient à l'abstention, voire au vote pour l'équipe au pouvoir. D'ores et déjà, la cote de Hollande diminue tandis que monte la cote de Mélenchon. On en vient presque à souhaiter la victoire du communiste sur le socialiste !

De quelle monarchie, de quelle démocratie s'agit-il ?

Je dois des éclaircissements à mes lecteurs

Mon dernier éditorial sur les accords d'Evian m'a valu plusieurs commentaires. Les uns, favorables, pour son caractère politiquement incorrect. Les autres, critiques, sur la conclusion que je tirais de cette leçon de l'histoire. Je récidive en ce qui concerne la méfiance que tout homme libre peut nourrir à l'égard des « grands hommes », suivant la maxime de Bastiat.

Je dois au contraire des éclaircissements en ce qui concerne ma condamnation de la monarchie et mon souhait de passer à la démocratie. J'ai en effet écrit à la hâte. Tout d'abord, par monarchie je visais le pouvoir absolu d'un homme, et c'est « absolutisme » qu'il aurait fallu dire, bien que l'on ait souvent employé

l'expression de « monarchie républicaine » à l'occasion des règnes de Giscard et de Mitterrand. Je ne visais pas nécessairement la monarchie de l'Ancien régime, bien qu'elle ait été le plus souvent absolue, ni la monarchie constitutionnelle en place dans la plupart des grands pays occidentaux. Tout au contraire, je crois que les pays qui ont fait le choix d'une monarchie parlementaire ou constitutionnelle bénéficient d'une famille royale qui représente le sommet de la pyramide de la société civile, et peut ainsi être une référence et un contrepoids à la société politique. Il est bon de savoir que l'âme d'une nation n'est pas entre les mains d'une classe politique élue.

Quant à la démocratie, j'aurais dû préciser (bien que le contexte le suggérait) qu'il s'agissait de la « démocratie des Modernes », que Benjamin Constant opposait à la « démocratie des Anciens ». Alors que celle-ci fonctionne suivant la règle majoritaire, pouvant aller jusqu'à porter des dictateurs au pouvoir (ce fut le cas au XX^{ème} siècle), celle-là consiste à protéger les minorités, et la plus minoritaire des minorités : l'individu. Mes préférences vont évidemment à cette démocratie qui protège les droits individuels et garantit la liberté et la sécurité.

Jacques Garello

Toulouse : avant et après le jeudi 22 mars

L'horrible drame avait soudé la nation. La mort de l'assassin l'a divisée

Il y a eu d'abord les pensées et les mots de révolte contre un crime odieux, et des élans de compassion pour les familles atteintes si sauvagement, et nous nous sommes sentis portés par ce vaste mouvement de sympathie et de soutien avec les victimes de ce drame.

Oui, la barbarie est bien présente après trente siècles de civilisations, oui la barbarie s'exprime dans les pays où la morale et la justice ont pourtant force de lois.

Jusqu'au jeudi 22 mars, quelque chose de profond a émergé de la nation française. Peut-être fallait-il un drame de cette amplitude pour qu'il en soit ainsi. Nous avons d'abord constaté que nous avons tous gardé une capacité d'indignation et de révolte devant le mal, le mal absolu. Demeurent donc une foi en l'humanité, une croyance que la personne humaine mérite d'être protégée dans sa dignité. Nous avons ensuite apprécié que les candidats et leurs amis aient respecté

très sérieusement une trêve totale, et de façon spontanée. Au-delà ou au-dessus de la politique retrouverait-on l'harmonie sociale ?

Le jeudi 22 mars, l'assassin a été tué par le GIGN. Si tôt connue, la nouvelle nous a replongés dans la division et la médiocrité. La division, entre ceux qui ont applaudi et ceux qui ont déploré. Mais y avait-il réellement un choix ? Autre division entre les causes profondes du drame. Les uns ont mis en cause le laxisme et l'insécurité régnant en France, et en ont profité pour mettre en cause le candidat président, les autres ont souligné la façon dont l'affaire a été gérée et le sans faute du président candidat. Enfin, division encore plus profonde entre les solidaires d'Israël et les partisans du terrorisme. A juste titre Benyamine Netanyahou a eu ce commentaire : « C'est parce qu'on tue les Juifs en tant que tels que l'Etat d'Israël a été créé ». En face, on tente de diminuer voire de légitimer l'importance et les méthodes des réseaux islamistes.

« La campagne a repris ses droits », a déclaré François Hollande, pour attaquer les « effets d'annonce » de Nicolas Sarkozy concernant la traque du terrorisme sur internet et les « réseaux sociaux ». Le vrai problème est de savoir si l'Etat était hier et sera demain en mesure d'assurer ses fonctions régaliennes, quel que soit le chef d'Etat, et sans violer les droits individuels. Le terrorisme est la preuve dramatique de l'impuissance des Etats, en France comme ailleurs. Le terrorisme est la forme actuelle du mal éternel.

Quant à la médiocrité, il suffisait d'écouter télévisions et radios. Les questions des journalistes posées à Monsieur Molins, procureur de Toulouse, lors de sa conférence de presse étaient d'une agressivité et d'une insanité inimaginables. Beaucoup de commentateurs ont décrit l'assassin comme un gentil garçon « serein » et « poli ». Et on se demande toujours s'il était un illuminé solitaire ou un soldat du djihadisme. En effet...

Chronique des 100 jours

Chronique des idées qui émergent de la campagne et annoncent l'avenir. Ces idées seront notées bonnes ♥ ou mauvaises ♠.

Exemption de charges en cas d'embauche de seniors ♥

Cette mesure allonge la liste des mesures du candidat président. Elle a le mérite de lier le chômage des seniors au poids des charges sociales. De plus, les seniors sont, avec les jeunes, ceux qui ont le plus de difficultés à trouver un emploi.

Toutefois cette mesure ponctuelle ne va pas jusqu'au fond des choses. D'une part, ce ne sont pas les seniors, mais tous les salariés existants ou potentiels qui sont pénalisés par le poids des charges. D'autre part, ce poids excessif a une origine : la gestion de la Sécurité Sociale. Les cotisations pour la retraite et la maladie sont trop élevées parce que l'on est dans un système de répartition.

♥♥♥ *Il faut recourir à la logique de l'assurance et à la capitalisation. Ce qui représente aujourd'hui 47 % du salaire complet (en France) n'en représenterait plus que 37 % (Allemagne). Cette remarque a déjà été faite à propos de la TVA sociale – qui a d'ailleurs d'autres vices.*

Pour un texte nouveau, suppression de deux textes anciens ♥♥

Cette technique a été utilisée avec succès dans plusieurs pays, tel le Canada. L'inflation législative est en effet un fléau parce qu'elle rend la législation

illisible, contradictoire et variable, alors que la règle de droit doit être générale, claire et durable. D'autre part, les parlementaires sont privés de toute étude ou contrôle sérieux des textes votés et de leurs décrets d'application, le pouvoir législatif passant ainsi aux mains de l'administration. Mais cette disposition ne tient pas compte du nombre considérable de textes qui ont pour source la législation européenne.

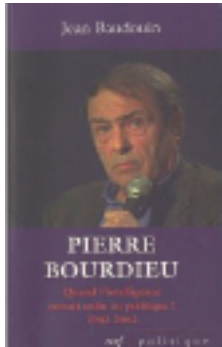
♥♥♥ *Le principe de la mutuelle reconnaissance des normes en Europe éviterait l'expansion d'une législation bruxelloise ayant pour principe « l'harmonisation ». L'Europe pratique une subsidiarité à l'envers : les législateurs nationaux n'ont d'autonomie que dans les domaines qui n'ont pas été traités et harmonisés par le Parlement européen ou les Commissions.*

Allègement des droits de mutation ♥♥

Là encore, dommage que le candidat président n'y ait pas pensé plus tôt. Les droits de mutation sont un pactole pour le fisc français (11 milliards en 2011) et notamment pour les départements

(2013) Lu3Jr3(M?!6fr%h6à3!hâr3%é?dihN





Jean Baudouin

Pierre Bourdieu : quand l'intelligence entrait enfin en politique

Qui oserait critiquer Pierre Bourdieu, celui dont les analyses sociologiques voulaient changer le monde ? Seuls quelques courageux s'y sont employés, dont Philippe Béneton, Raymond Boudon et, bien entendu, Jean-François Revel. Mais la critique de

Jean Baudouin qui décortique tout le « champ » bourdiezien est peut-être la plus instructive et la plus sévère.

Le premier élément du champ est l'école. Pour Bourdieu seule une élite peut éduquer ses enfants. Il soutient cette thèse dans les années 1970, au moment où toute école donnait encore une vraie chance à tout le monde, et lorsque le nombre d'enfants issus des classes populaires qui réussissaient dans les bonnes écoles était significatif. Dix ans plus tard, l'application des théories de Bourdieu devait modifier le paysage scolaire. Les gauchistes décrètent l'uniformisation des capacités des élèves (il n'y a pas de bon ou de mauvais élève, il n'y a que des élèves en retard ou en « échec scolaire » à cause de leurs origines), et le résultat en est que les élèves des familles favorisées ont quitté les mauvaises écoles pour se réfugier dans les bonnes !

Autre élément du champ : la mainmise d'une caste sur le monde médiatique et sur les prix littéraires. Il a pourtant été invité sur tous les plateaux de télévision et tous les studios de radio, et les lauréats des prix n'étaient pas les journalistes privilégiés honnis de Bourdieu.

Enfin, élément central du champ, trop peu souligné : la « théodicée néolibérale » Jean Baudouin a le mérite de faire ce que des libéraux auraient dû faire depuis longtemps : démonter et dénoncer la haine antilibérale qui habite Bourdieu.

Pour Bourdieu, la société est habitée par un « mal radical », la « mondialisation néolibérale ». Le monde est dirigé par « la main invisible du marché », source du « soupçon et de la haine ». Dans la première partie (la plus longue) de son oeuvre, le sociologue se contente de souhaiter la fin de « l'incarnation du mal ». Mais ensuite, et surtout à l'occasion de son combat contre les propositions de Juppé en 1995, il se présente comme le défenseur de l'Etat Providence. Retour au communisme ? Pas explicitement, mais Jean Baudouin souligne à juste titre l'obsession antilibérale de Bourdieu. D'ailleurs, selon le sociologue, la fin du communisme n'est qu'un « répit » en attendant le grand soir. Le vocabulaire devient pathologique : les suppôts du libéralisme sont des « collabos », les Etats-Unis, symbole et épice, sont un Etat « pénal », et la démocratie elle-même est « une façade hypocrite qui dissimule sous des principes chatoyants le jeu implacable des violences de classe ».

On appréciera le titre de cet article de 1989 intitulé « L'histoire se lève à l'Est. Pour une politique de la vérité. Ni Staline, ni Thatcher. » Dommage que la classe ouvrière britannique ait voté en très grande majorité pour Thatcher (réélue trois fois de suite) ! Mais c'est sûrement l'une des tares de la démocratie...

Bogdan Calinescu

Pierre Bourdieu : Quand l'intelligence entrait enfin en politique ! Cerf Editions, 2012

LE FIGARO

Benoît XVI serait-il trop favorable au capitalisme ?

Jean Yves Naudet résume dans la rubrique Idées de samedi 17 mars l'article qui a déjà été recensé par La Nouvelle Lettre. La thèse : « L'économie change. Il est donc normal que Benoît XVI aille plus loin dans l'analyse du marché, du profit, etc. Mais il n'y a pas eu un basculement de l'Eglise ». S'agissant de distinguer la Justice et la Charité : « La justice c'est donner à l'autre ce qui est sien, ce qui lui vient de son agir ; la charité, c'est donner à l'autre ce qui est mien ». Cet article aurait été fortement apprécié par le Vatican et l'épiscopat français.

L'EXPRESS

Le livre qui défend les riches

C'est le sous-titre qui barre la couverture de l'Express du jeudi 15 mars. Le livre, c'est celui de Jean Philippe Delsol et Nicolas Lecaussin, tous deux administrateurs de l'ALEPS et piliers de l'IREF, dont nous avons fait la recension la semaine dernière. Au cœur de ce numéro, trois pages « Faire payer les riches ? » meublées par des extraits de l'ouvrage, avec pour thèmes : Qu'est-ce qu'un riche ? Les riches sont-ils de plus en plus nombreux ? L'immobilier crée-t-il les riches ? Les riches paient-ils proportionnellement moins d'impôts ? Les riches créent-ils des emplois ? Faut-il supprimer toutes les niches ? Les riches sont-ils tous dans le secteur privé ? Vous pouvez vous amuser ici à répondre par oui ou par non à ces diverses questions, mais le plus simple est de se reporter au livre ou au site de l'IREF www.irefeurope.org.